



## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### REUSSITE EDUCATIVE 3.1

N° : 2025-04-20

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 5 AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

28 mars 2025

Date d'affichage :

28 mars 2025

#### VOTE :

pour : UNANIMITE

contre

abstentions

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Patricia BIZOUERNE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA), Patricia BIZOUERNE (Pouvoir à Michel NUGUES)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**VERSEMENT DE SUBVENTIONS COMMUNALES  
AUX ECOLES PUBLIQUES DU RAINCY  
EN SOUTIEN AUX PROJETS PEDAGOGIQUES**

**RAPPORTEUR** : Marie-Thérèse CORDONNIER

### NOTE DE SYNTHÈSE :

En application de l'article L. 212-4 du Code de l'Education, la Ville du Raincy finance l'équipement et le fonctionnement des six écoles publiques situées sur le territoire communal.

Les dépenses obligatoires pour les communes sont définies par l'article L. 212-5 de ce même Code. Les charges de fonctionnement obligatoires comportent le financement de toutes les activités obligatoires prévues sur le temps scolaire.

Outre ces dépenses obligatoires, la Ville du Raincy soutient de nombreux projets pédagogiques développés sur le temps scolaire. On peut citer les Olympiades scolaires en 2023/2024, le projet « Ma Ville, mon Patrimoine » en 2024/2025, le subventionnement des classes de découverte et des spectacles de Noël offerts aux élèves, des actions partenariales avec le Parc aquatique, le Conservatoire et la Médiathèque.

Les écoles raincéennes sont très volontaristes pour organiser de nombreuses actions afin de sensibiliser les élèves, dès leur plus jeune âge, à l'art, à la culture, au développement durable, à la découverte de la faune et de la flore et à la découverte des nouvelles technologies.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250408-2025-04-20-DE  
Date de réception en préfecture : 08/04/2025

Compte-tenu de la baisse des crédits de l'Etat, des écoles ont rencontré des difficultés pour financer certains projets, ce qui a impacté les comptes des coopératives scolaires.

Ces actions étant très bénéfiques pour la réussite scolaire et l'épanouissement personnel des élèves qui peuvent ainsi découvrir de nouveaux centres d'intérêts, la Ville du Raincy souhaite soutenir financièrement ces actions.

A cet effet, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de verser une subvention de 2000€ à chaque école maternelle et élémentaire.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code de l'Education,  
**VU** le Budget primitif de l'exercice 2025,

**APRES AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

**ARTICLE 1 : D'APPROUVER** le versement d'une subvention de 2000€ à chaque école maternelle et élémentaire pour soutenir les projets pédagogiques proposés par les établissements sur le temps scolaire,

**ARTICLE 2 : DE DIRE** que la subvention sera versée sur le compte de la coopérative scolaire de chaque école,

**ARTICLE 3 : DE DIRE** que les dépenses afférentes à cette délibération seront prélevées sur les crédits inscrits au Chapitre 011 du Budget communal 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits  
(au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

   
**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*  
*Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*